



IMPLANTATION DU BESOIN (UFR, INSTITUT) : Institut Universitaire de Technologie

SECTION DU CNU CONCERNÉE : Droit privé et sciences criminelles (01)

SECTEUR D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE SOUHAITÉ : JURISTE

COHÉRENCE : activités professionnelles et adéquation pédagogique :
Nécessité de cette cohérence pour le candidat qui sera recruté

Le professionnel s'engage à participer au conseil de perfectionnement pendant la durée de son contrat.

PROFIL : Droit bancaire et droit des affaires

Quotité : 96h/td

Justification de la demande :

Interventions pédagogiques en :
LP Banque, LP CI, BUT GEA
Ingénierie pédagogique Commerce International

Objectifs pédagogiques :

Enseignement en **Licence Professionnelle « Banque »**, intervention en droit bancaire, droit des affaires national et international et en **Licence Professionnelle « Commerce International »** Droit du Commerce et des Contrats Internationaux.

La ressource sur ce support devra présenter une expérience en qualité de :

- professionnel du droit œuvrant principalement dans les domaines du droit bancaire et du droit des affaires national et international, confortée par un ou plusieurs diplômes de troisième cycle universitaire spécialisés dans ces domaines ;
- juriste de banque et une connaissance préalable du droit processuel ;
- ressource expérimentée présentant une connaissance pratique antérieure des institutions œuvrant pour le développement des entreprises locales et plus généralement pour la préservation des intérêts économiques régionaux et nationaux.

Enfin, l'exercice antérieur d'activités d'enseignement de droit civil et des affaires dans des établissements d'enseignement supérieur français et/ou étrangers et la maîtrise de langues étrangères telles que l'anglais ou l'italien intégré dans les champs de compétence constituera un plus, pour le suivi de projets tuteurés dans le domaine des échanges internationaux.

Recherche :

Le candidat sera rattaché à l'Équipe Méditerranéenne de Recherche Juridique (EMRJ/UR 7311) où il est attendu qu'il prenne part de manière effective aux activités du laboratoire, plus particulièrement au sein de l'axe « Patrimoine et entreprises » et de l'axe transversal sur la confiance numérique.